

# RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



## SOMMAIRE

**p.1 : L'édito** / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 7 : Place au débat** : Austérité et anti-syndicalisme tuent la démocratie (par Jean-Claude CHAILLEY) / **p.8 : Coup de gueule** : Des médias aux ordres (par Aure BERRI)

## EXIGEONS UN REFERENDUM CONTRE LE PROJET DE LOI « TRAVAIL » !

Comment écrire un édito aujourd'hui sans le consacrer au mouvement social d'ampleur qui refuse le projet de loi « travail » ?

Tous les sondages le confirment sans ambiguïté, mais au-delà, l'ambiance dans l'opinion publique le confirme : les Français sont aux 2/3 opposés à ce projet de loi. Mieux, la population soutient franchement les grévistes –même quand elle souffre des conséquences de leurs actions. Et cela est nouveau ! Les Français souhaiteraient, certes, que les grèves s'arrêtent mais que ce soit après une victoire des grévistes ! Et ils l'expriment.

Manuel Valls, François Hollande et consorts ont bien saisi cette problématique : ils veulent faire passer leur projet de loi rétrograde et ils savent qu'ils sont minoritaires tant dans le pays qu'à l'Assemblée nationale. Il leur faut donc essayer de discréditer un mouvement qui bénéficie de la sympathie populaire.

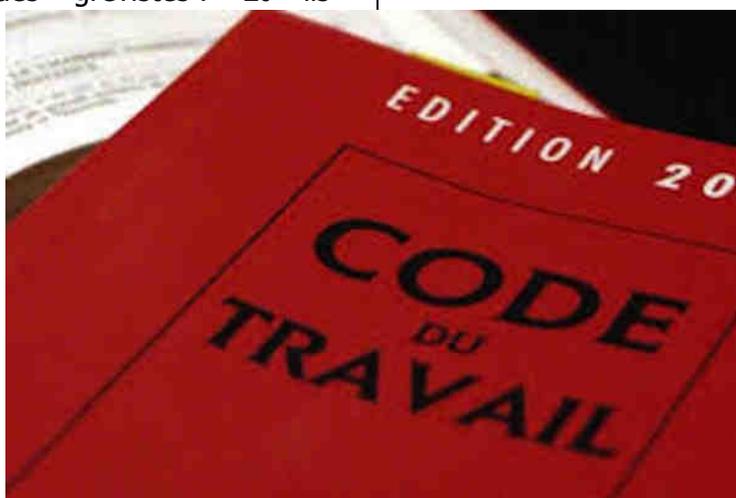
Pour cela Valls s'en prend, d'une manière ignoble et indigne pour le Premier Ministre d'un président élu à gauche, à la plus importante organisation syndicale : la CGT. La voilà parée de tous les défauts... mais en même temps chargée d'assurer l'ordre et la sécurité aux abords de la manifestation et non pas seulement en son sein !

Bien sûr, Valls sait que ceci relève de la compétence des pouvoirs publics. Cela ne l'a pas

empêché de tenir ces propos inqualifiables, « oubliant » les 7 autres organisations engagées dans le combat contre la loi Travail.

Résistance sociale a déjà condamné tous les casseurs ; l'attitude de ces irresponsables est préjudiciable, avant tout, au mouvement social. Les dégradations perpétrées à l'hôpital Necker comme celles effectuées auparavant sur le mobilier urbain ne sont pas admissibles.

Mais la vraie question est : comment cela est-il possible ?



Les casseurs existent depuis toujours : hier c'étaient les « autonomes », aujourd'hui, ce sont les « black-blocks ». La police a toujours su gérer ces éléments incontrôlés en les réduisant en fin de manifestation et en les encadrant. Pourquoi ne le fait-elle pas depuis le début de ce mouvement ? La question mérite d'être posée, et, hélas, la réponse s'impose : Ces violences ne sont possibles que parce que les forces de l'ordre reçoivent l'injonction de laissez-faire ! Les imputer aux organisateurs de la mobilisation, comme le fait aujourd'hui le pouvoir, est autant une supercherie qui ne trompe personne qu'une provocation envers les manifestants et qu'une insulte au monde du travail. Le gouvernement ne réussit qu'à se discréditer –un peu plus- lui-même.

(suite page 2)

## L'EDITO (suite)

Et il vient d'essayer de gravir une marche supplémentaire dans l'indignité en tentant d'interdire la manifestation prévue le 23 juin après avoir essayé de la limiter à un simple rassemblement, lequel, comme chacun le sait, est potentiellement plus dangereux qu'un défilé. Il s'attaquait ainsi à un droit constitutionnel, l'un des droits les plus emblématiques pour la gauche : celui de manifester ! L'ampleur de la protestation démocratique et la fermeté des organisations syndicales l'a fait céder.

Il ne s'agit même plus aujourd'hui de condamner cette attitude, il faut la combattre. Bien sûr soutenir les organisations syndicales. Mais aussi en appeler au Peuple de France.

Résistance sociale vous appelle à signer la pétition demandant un référendum sur le projet de loi « travail » à la **UNE** de notre site : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr) ou sur

[https://www.change.org/p/michel-jallamion-r%C3%A9f%C3%A9rendum-sur-la-loi-travail?recruiter=76071009&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=share\\_email\\_responsive](https://www.change.org/p/michel-jallamion-r%C3%A9f%C3%A9rendum-sur-la-loi-travail?recruiter=76071009&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_responsive)

Nous comptons sur tous nos lecteurs ! Mobilisons-nous !

Marinette BACHE

## SOLIDARITE INTERNATIONALE



### BELGIQUE : après la manifestation nationale du 24 mai, grève générale le 24 juin

Cette mobilisation répond à la décision du gouvernement, début avril, de réformer les dispositions légales sur le temps de travail. Ainsi, dès l'an prochain, les salariés du secteur privé pourront être appelés à travailler jusqu'à 45 heures certaines semaines, et pourront voir leur temps de travail être allégé à d'autres périodes de l'année.

La FGTB a appelé après un vote à l'unanimité à une grève générale le 24 juin. Les deux autres syndicats, la CSC et la CGSLB ne se sont pas prononcés pour la grève mais participeront ponctuellement à des actions. Lors de la dernière manifestation nationale, le 7 octobre 2015, les syndicats avaient mobilisé 100 000 personnes

**ITALIE** : Matteo Renzi, Premier ministre italien et grand ami de Manuel Valls a fait passer, il y a deux ans maintenant, une loi Travail à l'italienne, le « Jobs Act ». Le SiCobas, l'un des syndicats de base extra-confédéraux, avait lancé un appel à une journée de manifestations à Milan, la capitale économique du pays, en solidarité avec les luttes en France.

**WALLONIE et BRUXELLES** : La grève dans la fonction publique du 31 mai a entraîné des perturbations dans les transports -circulation des trains quasi nulle- les écoles, les aéroports et les administrations.



**GRECE** : Les salariés du secteur public grec, où ce qu'il en reste, étaient dans la rue le 9 juin à Athènes. Ils demandent des augmentations de salaire et des embauches supplémentaires après la sévère cure d'amaigrissement imposée par la Troïka ces six dernières années à l'économie grecque. La grève a particulièrement touché les hôpitaux et les écoles.

# PLACE AU DÉBAT

## Austérité et anti-syndicalisme tuent la démocratie (1)

Par Jean Claude CHAILLEY

**L'offensive de la loi El Khomri contre le droit du travail entraîne une offensive de grande ampleur contre la démocratie, pourtant déjà bien imparfaite**

« Scélérats, voyous, preneurs d'otages, privilégiés, casseurs, terroristes, ... » : Non il ne s'agit pas de Daesh, ni de braqueurs d'une banque. **Il s'agit des salariés en grève, des syndicats, des manifestants, utilisant les droits démocratiques élémentaires prévus par la Constitution.**

➔ **ALERTE !** Ces droits sont fort menacés tant par la droite - qu'on a de plus en plus de mal à distinguer de l'extrême droite -, que, aujourd'hui, par MM. Hollande et Valls.

### Grosse ficelle pour tenter d'imposer la loi El Khomri

#### Les discours Hollande – Valls – Cazeneuve sont démentis par la police

Tout le monde sait que ce sont environ 300 « black blocks » qui causent les exactions. Les porte-parole des syndicats de police n'ont cessé de dénoncer (y compris après la manif du 14 juin) qu'on laisse les casseurs semer la terreur – y compris contre les syndicats qui ont eu des blessés - sans pouvoir intervenir faute d'avoir des ordres, ordres qui arrivent bien tardivement -ce qui en outre les met en danger.

La droite est hystérique, Valls – Hollande menacent d'interdire les manifestations.

**Imposer une loi de régression sociale minoritaire conduit à s'en prendre aux libertés démocratiques.**

➔ **Sous ce gouvernement dit « socialiste » on n'a pas l'impression de fêter les 80 ans des conquies de juin 1936, mais de retourner aux heures sombres de notre histoire.**

## Pourtant dans toute la société il y a une exigence de démocratisation

Elle s'exprime de multiples façons, du local au national :

- **luttés contre** la fermeture d'un hôpital, d'une gare, d'une Poste, d'une école, d'un centre de Sécu, contre les atteintes à l'environnement, l'éradication du droit du travail...
- **luttés pour** la remunicipalisation de l'eau, la reconquête de services publics de toute nature, de la Sécurité sociale, un Code du travail qui protège, Nuit Debout...
- **l'exigence de démocratie s'exprime aussi en creux par l'abstention** d'une fraction grandissante de la population. La démocratie c'est le respect de la majorité, la souveraineté populaire. En bafouant leurs promesses électorales, en s'opposant à la satisfaction des besoins de la population, en violant le référendum de 2005,... les présidents, les ministres, nombre de députés... provoquent l'abstention... et la montée de l'extrême droite.

**Si cette large exigence de démocratisation ne se réalise pas, si au contraire la démocratie est menacée, c'est qu'il y a des raisons :**

**Reniant ses promesses dès 2012, F. Hollande déclare que ce qui reste du modèle social issu du Conseil national de la Résistance a vécu, qu'il en faut un autre.**

Il persiste avec le projet de loi dite El Khomri « **base d'un nouveau modèle social** ».

- Son « modèle » c'est le modèle ordo-libéral européen qu'il partage avec la droite européenne et française, et dont il est un des moteurs. D'où le rejet du projet de loi El Khomri par 70 % de la population !

### François Hollande, un des meilleurs amis de la finance.

Non seulement il a refusé toute séparation bancaire, mais il a freiné la timide volonté de régulation de la Commission européenne (M Barnier) suite à la crise de 2007–2008, et, avec M Renzi, il va même jusqu'à faire pression sur la Commission européenne pour revenir sur le peu qui a été fait.

## **Le « semestre européen » : un 49-3 permanent**

Combien de citoyens savent que les éléments essentiels de la politique économique et sociale dépendent de la procédure dite semestre européen : % de déficit public, programme de réformes...

Combien savent, que les budgets 2017 ont été communiqués à la Commission européenne en avril dernier ; qu'ils feront l'objet d'engagements au prochain Conseil européen des 28 et 29 juin, ainsi que les orientations et les principales contre réformes jusqu'en 2019 ?

- La réforme « El Khomri » comme toutes les autres est issue de ce processus.
- Lorsqu'on se mobilise en novembre contre les budgets de l'État, des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale, on a pratiquement une année de retard car c'est la fin de la procédure lancée un an avant par la Commission européenne.
- **De fait le Parlement est court-circuité, c'est un 49-3 permanent, ce qui pose le double problème des institutions européennes et des institutions françaises.**
- **Pourquoi ce silence assourdissant sur le semestre européen ?**

Pour imposer une politique dont la population ne veut pas. Moins elle en entend parler, moins les militants sont informés, plus les éventuelles mobilisations sont tardives, impuissantes, même si un jour ou l'autre, sans qu'on l'ait vu venir, ça se gâte comme avec la loi El Khomri.

Le semestre européen en action : interview de M. Sapin, Les Échos, 6 juin.

M. Sapin se garde bien de faire référence aux engagements envoyés fin avril à Bruxelles. Mais Les Echos les connaissent fort bien. Ils s'inquiètent: depuis fin avril il paraît qu'on a fait des « cadeaux » à tout le monde pour arrêter les grèves. Comment le gouvernement va-t-il respecter ses engagements vis-à-vis de Bruxelles ?

**M. Sapin : « ...nous ferons les économies nécessaires »**

**Les Échos : « Mais où ? Sur votre plan de 50 milliards d'économies pour 2015-2017, il reste près de 20 milliards à trouver... »**

**M. Sapin : « Nous les trouverons...La Sécurité sociale et les collectivités locales continueront aussi à faire des efforts »**

L'opinion du Parlement, des élus, des personnels, des usagers, il n'en est pas question. Tous seront mis devant le fait accompli à l'automne.

- **Bien loin d'une nécessaire démocratisation, les contre-réformes, les coupes budgétaires, mettent les citoyens et les personnels en concurrence, détruisant la cohésion sociale.**  
Lorsque les enveloppes budgétaires sont fermées et insuffisantes, les mobilisations contre les conséquences locales reviennent indirectement à transférer les dégâts sur le voisin. Et parfois hélas c'est assumé : « *puisque'il y aura fermeture, c'est eux ou nous* ». La loi Bachelot et ses ARS, aggravée par la loi Touraine et ses GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire) crée délibérément ces situations dangereuses pour la cohésion sociale. Même constat avec la métropolisation, la loi NOTRe, l'affaiblissement des communes...

→ La démocratisation exige d'articuler les luttes locales et les exigences nationales, de faire sauter le verrou de l'austérité :

L'objectif c'est la satisfaction des besoins déterminés démocratiquement sur tout le territoire, ce qui nécessite les lois et les budgets adaptés.

La dimension nationale est impérative. Sinon faute de budget la plupart des combats locaux seraient voués à être perdants puisqu'il n'y a pas les moyens de les satisfaire.

Pour la même raison l'exigence de démocratisation ne peut non plus être satisfaite.

Ne pas remettre en cause la politique nationale, si elle est insatisfaisante, revient de fait à l'accompagner.

## **Imposer la loi El Khomri entraîne une offensive majeure contre la démocratie.**

- Résistance Sociale s'est exprimée mois après mois dès les rapports Combrexelle, Badinter...

**Nous avons demandé qu'il n'y ait pas de projet de loi Travail.** ça aurait mieux valu pour tous !

**Puis nous avons été parmi les 1ers à demander son retrait, ce qui à ce jour, 15 juin, n'est toujours pas le cas.**

- Contrairement aux mensonges matraqués dans tous les médias nous avons prouvé que la loi El Khomri n'est pas « vide », que l'article 2 (inversion de la hiérarchie des normes) est loin d'être le seul article fondamental, que l'ensemble du projet de loi est bel et bien « *la base d'un nouveau modèle social* », qu'il concerne tous les salariés et même toute la population de 15 ou 16 ans jusqu'au cimetière. cf <http://www.resistancesociale.fr/>



## **L'austérité ne peut s'imposer que de façon antidémocratique !**

**Imposer un projet de société dont la population ne veut pas entraîne une dérive antidémocratique et menace la République.**

Cf le 49-3, le déchaînement de mensonges, de haine, contre les syndicats et les nombreuses organisations qui les soutiennent (voir Verbatim ci-dessous).

**Leur conception autocratique : « Ce n'est pas la CGT qui dirige » (Valls – Péresse...).**

Pure provocation car toutes les revendications de la CGT comme de FO, FSU, Solidaires,... sont rejetées par les gouvernements de droite comme de « gauche ». On va au contraire de régression sociale en régression sociale.

**Cette provocation trahit une dérive autocratique : on élit un Président (une présidente de région...) et il /elle fait ce qu'il veut pendant 5 ans.**

Les syndicats, les associations, la société civile, les partis, n'ont qu'à la boucler.  
D'une démocratie très imparfaite on passe à l'autocratie !

## Casser ou dénaturer les syndicats revendicatifs

**Cette conception va avec la volonté que les syndicats cessent de gré ou de force de revendiquer.**

Ils doivent devenir de simples « partenaires » faisant connaître leur point de vue (« dialogue social ») puis appliquant les décisions prises au niveau européen, national, de l'entreprise.

C'est la conception de la loi El Khomri. Article 1<sup>er</sup> : les syndicats seront « associés » pendant 2 ans... à la casse de l'ensemble du code du travail.

La tradition de la France ce n'est pas un syndicalisme à la chinoise.

**L'état d'urgence, qui tend à devenir permanent, est une menace contre les droits démocratiques élémentaires.**

### Désinformation, hystérie anti syndicale et notamment anti CGT

- 7 syndicats sont dans la lutte : CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL. La CGC est plus que réservée. Pourquoi font-ils semblant que c'est uniquement la CGT ?
  - 9 juin : Mme Vallaud Belkacem « *il n'y a qu'un syndicat opposé à la loi Travail* »
  - Matraquage des médias, élus de tous bords, PDG... : « *une loi vide* » qui ne concerne personne ou presque - mais qu'ils ne veulent pas retirer-
  - 15 juin BFM : MWaucquiez : « *les syndicats qui ont attaqué l'hôpital Necker* » avant d'être contraint de faire un peu marche arrière
  - 11 juin : « *la CGT utilise l'Euro ...* ». N'est-ce pas l'inverse ? Les syndicats demandent le retrait de cette loi depuis plus de 3 mois, pas depuis le début de l'Euro
  - 4 juin : Valls appelle à l'arrêt "*le plus vite possible*" de la grève, "*totalelement incompréhensible*". (Pas futé notre 1<sup>er</sup> ministre !)
  - 3 juin : M Pepy « **C'est ce que les usagers attendent (..) de la solidarité...Et la solidarité ça veut dire concrètement suspendre la grève** ».
  - 2 juin : Mme Péresse : « *Je demande aux agents de la SNCF de suspendre leur grève face à la gravité de la situation pour les franciliens* »
  - 9 juin M Bourdin martèle : pendant l'Euro « *grève illégitime ?* », « *grève illégitime ?* », « *grève illégitime ?* » ce que le secrétaire d'Etat aux sports T Braillard refuse d'acter
  - 8 juin : M Sarkozy met sur le même plan les salariés qui manifestent, les casseurs et Daesh : « *...Si une poignée de manifestants et de casseurs bloque une loi de réforme du marché du travail devenue d'ailleurs vide de toute aspérité, il faut se résigner et subir. Si une poignée d'islamistes radicaux prennent en otage un quartier, il faut s'y résigner.* »
  - Auparavant M Gattaz avait dénoncé les « *voyous* » et « *terroristes* » de la CGT
  - 6 juin : BFM Business : un PDG dénonce « *les méthodes scélérates de la CGT* ». Ni l'animateur, M Doze, ni aucun invité ne bronche. Insulter la CGT, ses 700 000 syndiqués, les millions qui votent CGT aux élections professionnelles, c'est devenu normal
  - 12 juin : malheureusement le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, en rajoute ; il accuse la CGT *d'utiliser la loi travail pour "refaire son unité" et dénonce "la dérive des mouvements d'extrême gauche"*.
  - 27 mai BFM politique : Haineux M Doucet, député PS du Val d'Oise, demande avec insistance à P Martinez de condamner les tirs à balles réelles sur un local PS, suggérant que ce pourrait ne pas être le cas !
  - Mme Le Pen dénonce la « *lourde responsabilité* » des syndicalistes dans la situation de blocage actuelle »
- On pourrait en rajouter sans fin, Mme Royal, M Dupont Aignan...M Vidalies menace de réquisition...
  - M Le Guen, avec des accents de droite extrême: « *convulsions d'une gauche radicale qui n'a jamais digéré l'échec du communisme et qui a l'impression que le monde lui échappe* »

- **Vers l'interdiction de manifester ?** En rendant les syndicats, et tout spécialement la CGT, responsables de ne pas avoir réprimé les casseurs, le gouvernement se dédouane de ses responsabilités et prépare l'interdiction de manifester, soutenu par une droite hystérique.
- **Vers des Guantanamo ?** La dérive est telle qu'on en arrive (M Sarkozy, les LR...) à demander d'enfermer tous ceux qui ont une « fiche S » quel que soit le motif, parfois une simple dénonciation malveillante. Ce serait enfermer des gens qu'on ne peut pas juger car ils n'ont commis aucune infraction (et par conséquent on ne peut pas les libérer sauf peut-être devenus grabataires 50 ans plus tard ?).

**La France est-elle encore le pays des Droits de l'Homme ?**

## Un boulevard pour le FN

L'austérité, le passage en force, l'anti syndicalisme primaire, sont pain béni pour le FN.

- ➔ N'a-t-on pas une illustration de ce que d'aucun appelle abusivement « l'UMPS »... ?
- ➔ Ceux qui s'en prennent aux 7 syndicats en lutte, et notamment à la CGT, ouvrent un boulevard au FN. Il faut se rappeler les leçons de l'histoire – et du présent - : la montée de l'extrême droite partout, Hongrie, Autriche, Allemagne, Ukraine, Suède...et France.
- ➔ Au lieu d'appeler dans quelques mois à « battre la droite et l'extrême droite », avec une crédibilité qui s'effondre de jour en jour, il vaudrait mieux ne pas créer les conditions de leur progression.

## La devise de la République française c'est liberté, égalité, fraternité.

- Elle établit que le **social, les libertés démocratiques, la cohésion sociale, sont indissolublement liés.**
- La politique anti sociale de ce gouvernement conduit à menacer les libertés démocratiques, sème la haine et la division, y compris à l'intérieur de la gauche.

**Il est plus que temps de se ressaisir, de s'orienter vers une République sociale, laïque, démocratique, fraternelle, internationaliste !**

(1) *PS : cet article a été bouclé le 17 juin, bien avant l'interdiction annoncée ce 22 juin de la manifestation du 23... qui malheureusement confirme l'analyse.*



# COUP DE GUEULE

## Des médias aux ordres

Par Aure BERRI

Le mouvement social qui s'oppose au projet de loi « travail » dure maintenant depuis 4 mois. De manifestations en rassemblements, de collectifs en meetings, il occupe toute la France.

Eh bien, depuis 4 mois, les télé(s)-toutes les télé(s) nous annoncent avec constance que « le mouvement s'essouffle ».

Les manifestations du 14 juin dernier ont été, sur l'ensemble du pays, d'une ampleur inégalée depuis la protestation populaire contre la « réforme » des retraites de Sarkozy. Eh bien, on a eu de nouveau droit, sur France-2, à une pseudo analyse sur « le commencement de la fin » et le « chant du cygne ». Partout par contre fort peu d'images de la manifestation –trop imposante !- alors que les quelques 200 casseurs avaient droit à 5mn sur leurs exactions. On nous aurait refait le coup de « la France a peur » qu'on n'en aurait même pas été surpris.

La couverture des manifestations est montée, à chaque fois, sur le même schéma : 20 secondes maxi sur le fait que la CGT (quid des autres organisations ?) a organisé une nième manifestation sur le projet de loi travail, lequel pourtant, n'est-ce pas, a été amendé par le gouvernement dans un sens bien moins « moderne » qu'il le faudrait, comme en Angleterre par exemple –reportage sur l'Angleterre où tout va tellement bien.

Puis reprise en boucle des chiffres de la police : c'est comme ça que seulement 75 à 80 000 manifestants battaient les pavés parisiens le 14 juin ! Ils étaient passés où les rangs serrés de manifestants joyeux venus de tous secteurs et de tous horizons que nous avons

tous vus ? On exige les images prises des hélicoptères !!!

Ensuite ce sont les affrontements entre les casseurs et la police : ils sont présentés comme partie prenante de la manifestation, même quand pendant celle-ci, il y a eu castagne avec entre services d'ordre des OS et black-bocks ! On aura droit ensuite au nombre précis de policiers blessés (ce qu'il faut déplorer), mais jamais au nombre manifestants blessés par les charges de police.

Mission que ce sont assignée tous ces tenants du libéralisme –et de la démocratie sous surveillance : rendre le mouvement impopulaire. Un bon truc pour cela : matraquer l'auditeur sur les graves conséquences des grèves : ça gêne les entreprises, ça va mettre des gens au chômage, les patrons seront obligés de licencier, ceux qui veulent travailler en sont empêchés par des transports en commun qui ne fonctionnent pas. Et puis il y a la pénurie de carburant ! Alors là, Morandini a fait fort : « édition spéciale » de deux heures en direct d'une... station-service ! Mais il n'est qu'à la remorque de ses collègues qui ont, selon le site *Acrimed*, consacré 106 reportages en 4 jours à ce sujet.

Qu'est-ce que c'est que ce journalisme de bazar qui sévit, nous ne nous en étonnons pas, sur les chaînes privées aux mains des grands groupes financiers mais également sur France-2, télévision publique ou France-Info, publique également et qui devraient être sensibles au pluralisme de l'information ? Il est vrai que ces journalistes ne réussissent dans leur métier qu'en écrasant le copain... La solidarité collective incarnée par le Code du travail leur est bien étrangère.

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

### Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)